
Grands enjeux dans le Grand-Nord

Les relations Russie-Norvège et leurs implications pour l'UE



Jakub M. Godzimirski

Décembre 2007

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

En 2005, l'Ifri a ouvert une branche européenne à Bruxelles. Eur-Ifri est un *think tank* dont les objectifs sont d'enrichir le débat européen par une approche interdisciplinaire, de contribuer au développement d'idées nouvelles et d'alimenter la prise de décision.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2007

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

EUR-IFRI

22-28, AVENUE D'AUDERGHEM
B – 1040 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Belarus, Ukraine, Moldova, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques, politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (suivi éditorial et *peer review*).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez vous abonner à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org.

Derniers numéros

– Dominique Finon, « La Russie et l'"OPEP du gaz" : vraie ou fausse menace ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 24, novembre 2007 ;

– Thomas Gomart, « Paris et le dialogue UE/Russie : nouvel élan avec Nicolas Sarkozy ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 23, octobre 2007 ;

– Louis-Marie Clouet, « Rosoboronexport, fer de lance de l'industrie russe d'armement », *Russie.Nei.Visions*, n° 22, septembre 2007.

Auteur

Jakub M. Godzimirski est chercheur senior au Centre d'études russes et eurasiennes à l'Institut norvégien des affaires internationales (NUPI) depuis 1995. Ses recherches portent principalement sur la politique étrangère et de sécurité de la Russie ainsi que l'évolution des pays d'Europe centrale et orientale. Parmi ses ouvrages récents : « Russia and the OSCE: From High Expectations to Denial? » [La Russie et l'OSCE : des grandes attentes au rejet ?], in S. Torjesen et E. Wilson Rowe (dir.), *The Multilateral Dimension in Russian Foreign Policy* [La dimension multilatérale de la politique étrangère russe], Londres, Routledge (à paraître) ; « Russia and NATO: From Conflict to Cooperation. And Back? » [La Russie et l'OTAN : du conflit à la coopération et de nouveau au conflit ?], in F. Kupferschmidt (dir.), *NATO in the Post-Soviet Space* [L'OTAN dans l'espace post-soviétique], Berlin, SWP (à paraître) ; *Energy and Identity – Readings of Shtokman and NEGP* [Énergie et identité – Lectures de Shtokman et du NEGP], Oslo, The Norwegian Atlantic Committee, « Security Policy Library », n° 1, 2007 ; « Russia and the CIS: Spaces, Paradigms and Patterns » [Russie et CEI : espaces, paradigmes et modèles] in D. Dusseault (dir.), *The CIS: Form or Substance* [CEI : forme ou substance], Helsinki, Kikimora Publications, 2007.

Sommaire

AUTEUR.....	2
SOMMAIRE.....	3
RESUME	4
INTRODUCTION.....	5
LES PERCEPTIONS DEFINISSENT LES POLITIQUES.....	7
INTERETS GEOECONOMIQUES.....	13
PARTENAIRES OU CONCURRENTS ENERGETIQUES ?.....	17
LES SIGNAUX MITIGES ENVOYES PAR LA RUSSIE AUX PARTENAIRES OCCIDENTAUX.....	22
ANNEXE I. QUELQUES COMPARAISONS ENTRE LA RUSSIE ET LA NORVEGE....	24
ANNEXE II. RUSSIE ET NORVEGE : PORTRAITS ENERGETIQUES.....	25
ANNEXE III. EXPORTATIONS GAZIERES DE LA RUSSIE ET DE LA NORVEGE	26

Résumé

Après l'effondrement de l'Union soviétique, la Norvège a lancé une politique visant à dépasser les anciennes rivalités dans le Grand Nord et à établir une coopération plus étroite avec la Russie. Voisins dans cette région de première importance dans les perceptions stratégiques russes et acteurs majeurs sur la scène mondiale de l'énergie, les deux pays partagent un intérêt à développer l'exploitation des ressources énergétiques de cette zone. Cependant, leur coopération dans ce secteur subit l'influence de nombreux facteurs et préoccupations d'ordre historique et géopolitique ; et leur relation bilatérale est fortement tributaire des disparités manifestes de leurs potentiels respectifs et des perceptions réciproques forgées au cours de l'histoire. Cette brève analyse portant sur la relation entre la Russie et la Norvège abordera, entre autres, les questions de leur coopération énergétique (influence des perceptions divergentes, compatibilité des intérêts), particulièrement importantes à la suite à la décision récente prise par Gazprom d'inviter StatoilHydro à participer au projet de développement du champ gazier de Chtokman.

Introduction

Au cours des quinze dernières années, peu de relations de voisinage ont subi d'aussi profondes transformations que celles entre la Russie et la Norvège. Alors qu'au milieu des années 1980, la région du Grand Nord était considérée comme une ligne de front potentielle en cas de conflit global, de nos jours, elle représente une zone où l'un des projets énergétiques européens les plus prometteurs devrait être réalisé dans le cadre d'une coopération entre anciens ennemis de la guerre froide. Toutefois, le passé a laissé son empreinte dans les mentalités et continue à peser sur la coopération, en pleine mutation, entre la Russie et la Norvège. Aux yeux des Russes, la Norvège n'est pas seulement un État voisin, mais aussi et surtout un membre de l'Alliance atlantique. Par conséquent, la vision russe de la Norvège est conditionnée par la vision générale de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de son rôle international. De 1991 à 1999 (avant l'adhésion de la Pologne à l'OTAN), la Norvège était le seul membre de l'Alliance atlantique à partager une frontière terrestre avec la Russie. Pourtant, elle n'apparaissait sur aucun document officiel russe de sécurité nationale et de politique étrangère. On peut en déduire que la Norvège était partiellement absente des « cartes mentales stratégiques » de la Russie.

En revanche, la Russie a toujours été très présente dans la réflexion stratégique norvégienne. Le pays constitue l'un des éléments du « triangle stratégique » composé de l'Union européenne (UE), des États-Unis et de la Russie. Cette présence russe dans les cartes mentales norvégiennes s'explique par l'histoire, mais aussi par les disparités manifestes entre les potentiels économiques, démographiques et militaires respectifs des deux pays¹. Cependant, il existe un domaine où la Norvège et la Russie se trouvent quasiment sur un pied d'égalité : elles sont toutes deux d'importants fournisseurs d'énergie sur les marchés mondial et européen². La relation énergétique bilatérale sera donc au cœur de cette brève analyse avec deux questions centrales : dans quelle mesure la dimension énergétique contribue-t-elle à façonner la relation bilatérale ? De quelle façon la coopération et la concurrence énergétiques entre la Russie et la Norvège affectent-elles le débat européen sur la sécurité énergétique ? Afin de comprendre l'impact de la composante énergétique

Ce texte s'appuie en partie sur des éléments de l'article du même auteur publié en russe dans *Evropa. Revue de l'Institut polonais des affaires internationales*, tome 2, n° 3 (4), 2002. Traduit de l'anglais par Jessica Allevione.

¹ Voir annexe I.

² Pour mieux comprendre la dimension énergétique dans la relation Russie-Norvège, voir, dans l'annexe II, les « portraits énergétiques » des deux pays.

sur les relations bilatérales, il est important d'expliquer brièvement les perceptions réciproques des deux pays.

Les perceptions définissent les politiques

Si la Norvège n'est pas une priorité, elle n'en demeure pas moins que l'importance de la dimension septentrionale est soulignée par la communauté d'expertise russe. Publié en février 2001, un rapport de Council on Foreign and Defense Policy (SVOP) met en exergue les intérêts de la Russie dans cette région et démontre qu'elle perçoit l'ensemble de l'Europe septentrionale comme une zone d'intérêt secondaire³. La Norvège l'intéresse cependant en tant que membre de l'OTAN, concurrent et partenaire potentiel dans un « jeu autour du gaz, du pétrole et de la pêche », ainsi que comme partenaire et investisseur potentiel dans des programmes environnementaux et sociaux que l'État russe ne peut ou ne veut pas financer lui-même.

La Russie voit parfois la Norvège comme un pays où des idées socialistes ont été appliquées avec succès et où l'ensemble de la population bénéficie des revenus considérables générés par la rente énergétique. Les médias russes présentent souvent la politique norvégienne d'exploitation du pétrole et du gaz, le contrôle public du secteur énergétique ainsi que la politique d'épargne des revenus générés par l'exportation du pétrole et du gaz comme un modèle à suivre⁴.

Quelle place la Russie tient-elle réellement dans la carte mentale de la Norvège ? Compte tenu de la situation géographique, de la panoplie de ressources limitée et des appartenances institutionnelles, la politique étrangère et de sécurité norvégienne s'articule autour de trois vecteurs : les rapports transatlantiques, l'Union européenne et la Russie⁵. Bien que la Norvège ne soit pas membre de l'UE, les décisions prises par Bruxelles l'influencent directement. A la suite de son refus d'intégrer l'UE en 1994,

³ Le rapport est disponible en russe sur world.ng.ru/dipcorpus/2001-03-22/3_Interests.html.

⁴ Pour plus de détails, voir le numéro spécial de la revue *Expert. Severo-Zapad*, n° 8 (261), 27 février-6 mars 2006 consacré aux relations Russie-Norvège, disponible en russe sur www.expert.ru/printissues/northwest/2006/08/.

⁵ Pour plus de détails sur la lecture norvégienne de ce contexte plus large, voir I. B. Neumann et U. Ståle (dir.), *Sikkerhetspolitikk. Norge i makttriangelet mellom EU Russland og USA* [Politique de sécurité. La Norvège dans le triangle entre l'EU, la Russie et les États-Unis], Oslo, TANO Aschehoug, 1996. Sur le rôle de la Russie dans la définition de la politique de sécurité norvégienne, consulter le paragraphe 3.9.1 de *Omleggingen av Forsvaret i perioden 2002-2005. Tilråding fra Forsvarsdepartementet av 16 februar 2001* [Transformation de la structure de défense en 2002-2005. Recommandations du ministère de Défense du 16 février 2001], Parliamentary Bill, n° 45, 2000-2001.

Oslo ne peut compter que sur un appui limité de cette dernière en terme de « soft security » comme de « hard security ». Par conséquent, les bonnes relations avec les alliés de l'OTAN, en particulier les États-Unis, sont particulièrement précieuses⁶. Dans un document sur la transformation de la Défense norvégienne intitulé *Omleggingen av Forsvaret*, les relations entre la Russie et la Norvège sont décrites en ces termes : « actuellement, la Russie ne représente aucune menace militaire pour la Norvège. Dans un avenir proche, les relations entre la Norvège et la Russie – un petit pays et une grande puissance – continueront à se développer d'une manière asymétrique. La gestion de cette relation demeurera une tâche complexe pour la politique de sécurité norvégienne⁷ ».

Les principaux objectifs de cette politique ont été formulés à plusieurs reprises. Dans un livre publié au début des années 1990, le contre-amiral Jacob Børresen, principal conseiller au Centre norvégien des études stratégiques et ancien commandant des opérations en Bosnie, formulait les objectifs suivants : éviter toute guerre dans la région, assurer la souveraineté de l'État et garantir son droit à déterminer son modèle de société, contribuer à l'évolution pacifique du monde en général⁸. Des documents officiels formulent les objectifs d'une manière similaire. Par exemple, dans le Livre blanc de 1997-1998, les objectifs énumérés comprennent : la prévention de la guerre, la contribution à la stabilité et au développement pacifique, la garantie des droits et des intérêts de la Norvège, le maintien de sa liberté de manœuvre ainsi que de sa capacité à résister aux pressions politiques et militaires et la garantie de souveraineté⁹.

La perception de la menace a changé et, selon les prises de position officielles, la Norvège n'est menacée par aucune invasion à grande échelle. Il n'en demeure pas moins que le pays doit toujours faire face à de nombreux défis de sécurité, liés, entre autres, à la protection de ses intérêts économiques et à ses engagements internationaux, notamment dans le domaine de la lutte globale contre le terrorisme. La Russie est plus perçue aujourd'hui comme un facteur « géoéconomique » que comme une menace géopolitique. La coopération politique et économique avec la Russie est considérée comme un moyen d'aider ce pays à surmonter ses problèmes de transition. D'ailleurs, ces dernières années, la Norvège s'est montrée particulièrement favorable au renforcement des liens économiques avec son important voisin à l'est. Après des années de faiblesse économique, la Russie semble rebondir et manifeste, elle aussi, un intérêt à s'engager dans une coopération plus étroite avec la Norvège,

⁶ Pour plus de détails sur cet aspect, voir B. O. Knutsen *et al.*, *Europeisk sikkerhet i en foranderlig tid. En analyse av Norges utenriks- og sikkerhetspolitiske handlingsrom* [Sécurité européenne en évolution. Une analyse de la marge de manœuvre pour la politique norvégienne étrangère et de sécurité], Oslo, The Norwegian Atlantic Committee, « Security Policy Library », n° 4, 2000.

⁷ *Omleggingen av Forsvaret*, *op. cit.* [5].

⁸ J. Børresen, *Kystmakt. Skisse av en maritim strategi for Norge* [Puissance côtière : contour d'une stratégie maritime norvégienne], Oslo, Cappelen & Europa-programmet, 1993, p. 219.

⁹ *Stortingsmelding* [Parliamentary Information], n° 22, 1997-1998.

coopération susceptible de l'aider à exploiter des ressources énergétiques russes sur le plateau continental dans le Grand Nord. Cependant, cette attitude positive envers une coopération économique mutuellement avantageuse a récemment été ébranlée par les démonstrations de force militaire russe dans le Grand Nord : le président Poutine a ordonné le survol de la zone par des avions de combat afin d'affirmer la présence russe d'une manière plus musclée, ce qui a suscité des inquiétudes à Oslo et même des appels à revoir la politique norvégienne envers la Russie¹⁰.

En dépit d'un développement continu et de nombreux signes de normalisation, les relations entre la Russie et la Norvège connaissent encore quelques tensions¹¹. La liste de traditionnels points de friction de la relation bilatérale est la suivante :

– l'absence de progrès dans la délimitation des frontières en mer de Barents. Cette délimitation semble pourtant indispensable pour attirer des investisseurs susceptibles de contribuer au développement et à l'exploitation des gigantesques ressources énergétiques de cette zone. La détermination des lignes de partage est également nécessaire à une gestion durable des ressources maritimes dans la région ;

– la manière dont la Norvège gère les ressources maritimes dans sa zone économique qu'elle définit comme sa « zone de responsabilité », marquée par des arraisonnements de navires de pêche russes que les Russes présentent parfois comme une persécution de leurs équipages¹² ;

– la politique et l'attitude de la Norvège envers la présence russe au Svalbard qui donne à la Russie l'impression qu'Oslo tente de l'expulser de cette zone stratégique qu'elle veut « militariser¹³ ». Pour sa part, la Norvège semble s'inquiéter des tentatives russes de modifier *de facto* le régime dans la région tel qu'il est prévu par le traité du Svalbard de 1920. L'envoi du destroyer *Severomorsk* dans la zone en juin 2002 a été interprété comme une tentative destinée à montrer que la Russie souhaitait protéger ses intérêts économiques et remettait en cause les revendications norvégiennes ;

¹⁰ Pour plus d'informations, voir <news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/6981541.stm>.

¹¹ Pour en savoir plus sur l'évolution des relations bilatérales russo-norvégiennes dans le contexte de l'après-guerre froide et les divers aspects de ces relations, voir A. Kjølberg, « Norges forhold til Russland og Øst-Europa » [Les relations de la Norvège avec la Russie et l'Europe de l'Est], in T. Knutsen, G. Sørbo et S. Gjerdåker (dir.), *Norges Utenrikspolitikk* [Politique étrangère de la Norvège], Oslo, Cappelen, p. 347-369 et T. Laugen « Mot et kaldere klima? Utviklingen av det bilaterale forholdet mellom Norge og Russland på 1990-tallet » [Retour au climat froid ? Évolutions des relations bilatérales entre la Norvège et la Russie dans les années 1990], *Internasjonal Politikk*, vol. 49, n° 2, 2001.

¹² Cette question a été à nouveau soulevée en 2005 lorsque les garde-côtes norvégiens ne sont pas parvenus à arrêter le chalutier russe *Elektron*.

¹³ Sur l'approche russe concernant cette question, voir L. Yegorova, « Tikhaya vojna vokrug Shpitsbergena » [Une guerre calme autour de Spitsbergen], *Nezavisimaya Gazeta*, 10 novembre 1999.

- la pollution actuelle et potentielle par l'industrie russe (du nickel) et les déchets nucléaires (dans la péninsule de Kola) de la zone adjacente à la frontière russo-norvégienne des mers de Barents et de Norvège, vitale à la fois pour les industries maritimes norvégienne et russe. La Norvège alloue 1,3 milliard de couronnes norvégiennes (soit environ 162,370 millions d'euros) à la Russie pour l'aider à résoudre ce problème, mais cette coopération n'est pas toujours facile. En février 2007, la co-présidente norvégienne de la délégation du programme de Coopération concernant l'environnement militaire de l'Arctique (Arctic Military Environmental Cooperation, AMEC¹⁴), Ingjerd Kroken, mandatée pour inspecter les installations nucléaires de la péninsule de Kola, a été déclarée *persona non grata* par les autorités russes qui l'ont accusée d'activités illégales, à la suite de ses tentatives d'en savoir plus sur l'utilisation des fonds norvégiens ;
- la Russie critique régulièrement la Norvège pour l'assouplissement des restrictions auto-imposées sur les activités militaires dans la région du Finnmark septentrional, ainsi que la présence de troupes étrangères et le déroulement d'exercices militaires dans la zone sensible limitrophe de la péninsule de Kola, où Moscou possède des sites stratégiques ;
- le radar Globus II dans la ville de Vardø, au nord-est de la Norvège. Les Russes pensent qu'il s'agit d'un volet du projet américain de construction d'un nouveau système de défense antimissile – et, selon l'interprétation russe, il s'agit d'une violation des clauses du traité ABM (Anti-Ballistic Missile Treaty) de 1972 qui le rend caduc¹⁵ ;
- l'adhésion de la Norvège à l'espace Schengen a suscité le mécontentement en Russie, car cela complique l'entrée des citoyens russes sur le sol norvégien.

En récapitulant, cette relation bilatérale connaît deux points de friction majeurs : l'appartenance de la Norvège à l'alliance militaire transatlantique et les frictions inhérentes aux revendications de souveraineté. Traditionnellement, le premier dossier était la source des principales tensions entre la Russie et la Norvège. Ce qui est perçu par la Russie comme une intensification de l'activité militaire dans le Nord norvégien (exercices avec la participation des troupes étrangères dans le Finnmark, radar de Vardø) doit être replacé, dans le contexte d'appartenance de la Norvège à l'OTAN et de nouvelle situation internationale. La Norvège ayant en grande partie perdu le rôle pivot qu'elle assurait pendant la guerre

¹⁴ L'AMEC (fondé en 1996 par la Norvège, la Russie et les États-Unis, auxquels s'est joint le Royaume-Uni en 2003) s'occupe des problèmes d'environnement militaire, notamment en relation avec le démantèlement des sous-marins dans le fragile écosystème arctique du nord-ouest de la Russie (NDLR).

¹⁵ Sur la perception russe du radar de Vardø, voir P. Cherniakov, « Radar bespokoit norvezhskih deputatov » [Le radar inquiète les députés norvégiens], *Nezavisimaya Gazeta*, 23 mai 2000 ; P. Cherniakov, « Igor Ivanov v Bergene » [Igor Ivanov à Bergen], *Nezavisimaya Gazeta*, 23 juin 2000. Pour plus d'informations sur la vision norvégienne du radar de Vardø, voir <www.fo.mil.no/etterretningsstab/globusii/index.html>.

froide, le gouvernement a décidé de modifier ses rapports avec ses alliés afin de maintenir l'intérêt qu'ils portent au pays. L'ouverture du Finnmark aux exercices et à la participation de troupes étrangères ne signifie pas que la Norvège se sente menacée dans cette région et qu'elle y invite des troupes étrangères afin de renforcer sa sécurité. Il s'agit plutôt d'un signe de normalisation des relations avec la Russie. Du point de vue de la Norvège, les restrictions qu'elle s'était imposées pourraient être levées, car les facteurs politiques et sécuritaires qui les dictaient ont perdu leur pertinence. Le programme de restructuration des forces militaires norvégiennes est la meilleure preuve qu'Oslo a l'intention de construire un nouveau type de relation et ne perçoit plus une menace venant du Nord. Une fois mené à terme, ce programme devrait aboutir à une démilitarisation substantielle du nord de la Norvège, à des réductions conséquentes de la structure militaire norvégienne ainsi qu'à une adaptation à la réalité post-guerre froide¹⁶.

L'autre problème général réside dans les revendications de souveraineté nationale incompatibles. La question du statut du Svalbard, le rôle que la Russie cherche à jouer dans cette région, la gestion des ressources maritimes, les problèmes de définition des frontières en mer de Barents sont autant de revendications de souveraineté qui se chevauchent. Ces préoccupations sont pour beaucoup d'ordre purement économique : elles s'expliquent par les espoirs de futures découvertes de richesses naturelles dans les eaux du Grand Nord. Selon *US Geological Survey*, Agence gouvernementale scientifique américaine spécialisée dans les hydrocarbures, la région arctique pourrait receler jusqu'à un quart des ressources énergétiques mondiales non encore découvertes. La Russie semble également attacher une grande valeur symbolique à la région : c'est ainsi que, durant l'été 2007, un sous-marin russe a planté le drapeau national au fond de l'océan Arctique, sous le pôle Nord, afin d'exprimer symboliquement ses droits sur la zone et ses ressources potentielles.

L'accent mis sur les aspects économiques s'explique par le glissement de la stratégie nationale russe dans ce sens. Le pragmatisme en matière de politique étrangère et de sécurité prôné par Vladimir Poutine depuis sa nomination au poste de Premier ministre s'est traduit par une reformulation des objectifs nationaux de long terme. Le naufrage du *Koursk*¹⁷ en 2000 a constitué un choc profond qui lui a fait prendre conscience que son pays ne pourrait regagner son statut de grande puissance dans le Grand Nord sans redressement économique. Cet accident a également prouvé que les anciennes querelles dans la région pouvaient être dépassées, que la coopération pouvait apporter des résultats positifs et que la Norvège possédait une technologie à laquelle la Russie pourrait avoir accès pour pouvoir maîtriser les ressources du Grand Nord. La coopération russo-occidentale pendant et après l'accident du

¹⁶ Sur la réforme et la politique militaire de la Norvège, voir <www.regjeringen.no/upload/FD/Dokumenter/FoF_2006_eng.pdf>.

¹⁷ Mis en service en 1994, ce sous-marin a sombré avec 118 hommes d'équipage le 12 août 2000. La Norvège a joué un rôle important dans les tentatives de secours, puis dans la remontée à la surface des corps des marins (NDLR).

Koursk a ainsi symboliquement mis fin à la mentalité de guerre froide dans le Grand Nord. Alors que les relations soviéto-occidentales durant cette période étaient tendues pour des raisons de sécurité, les problèmes actuels découlent principalement de ce qui pourrait être qualifié de « géoéconomisation » des politiques des deux pays.

Intérêts géoéconomiques

Feu le contre-amiral Bjørnar Kibsgaard, qui avait passé toute sa carrière dans la marine norvégienne, avant de devenir un éminent analyste politique et stratégique, avait écrit une série d'articles sur les intérêts économiques de la Norvège dans un nouveau contexte international, basés sur l'importance des ressources maritimes (gaz, pétrole, pêche)¹⁸. Il avait établi la liste des « intérêts économiques » qu'Oslo devrait protéger par différents moyens et en coopération avec d'autres acteurs, avant tout, ses alliés de l'OTAN et ses partenaires de l'UE¹⁹ :

- assurer une exploitation durable et raisonnable des ressources énergétiques du plateau continental ;
- sécuriser l'accès aux marchés ;
- défendre ses droits de souveraineté maritime ;
- assurer le meilleur flux possible de capitaux ;
- œuvrer à maintenir les tensions entre les grandes puissances à un bas niveau dans les zones maritimes sensibles.

B. Kibsgaard avait également répertorié cinq facteurs clés qui déterminaient les perceptions norvégiennes en matière internationale²⁰. Quatre d'entre eux étaient des éléments de nature économique (ou géoéconomique) et un seul, géopolitique. Bien que la guerre froide soit terminée, la Russie peut altérer les intérêts de la Norvège dans les cinq situations suivantes :

1. En 2002, la Norvège est le deuxième plus grand exportateur mondial de pétrole brut, susceptible de ce fait de devenir un concurrent géoéconomique pour la Russie, car les deux pays restent dépendants –

¹⁸ B. Kibsgaard, *Why Energy has become a Security Policy Problem* [Pourquoi l'énergie est devenue un problème de politique de sécurité], Oslo, The Norwegian Atlantic Committee, « Security Policy Library », n° 6, 1998 ; B. Kibsgaard, *Norske havområder: Strategiske og sikkerhetspolitiske utfordringer* [La zone maritime norvégienne. Les défis stratégiques et sécuritaires], Oslo, The Norwegian Atlantic Committee, « Security Policy Library », n° 9, 2000 ; B. Kibsgaard, *Norge i energiens geopolittikk* [Norvège et géopolitique de l'énergie], Oslo, The Norwegian Atlantic Committee, « Security Policy Library », n° 3, 2001.

¹⁹ B. Kibsgaard, 2000, *op. cit.* [20], p. 6.

²⁰ *Ibid.*, p. 4-5.

bien que de manière différente – des revenus de la vente de pétrole sur les mêmes marchés, mondial mais surtout européen²¹.

2. La Norvège est le deuxième plus grand exportateur de gaz sur le marché européen où elle se trouve en concurrence directe avec la Russie, tant en termes de parts de marché que de clients.

3. La Norvège a la responsabilité de gérer les ressources maritimes de la plus grande zone économique d'Europe (environ 2 millions de km², soit sept fois plus que la superficie des terres norvégiennes), situées à proximité de zones contrôlées par Moscou. La Russie pourrait devenir le principal pollueur de cette zone économique en raison du stockage des déchets nucléaires dans la région limitrophe, des difficultés qu'elle rencontre dans la gestion de ses déchets, de ses projets d'« importation » de déchets nucléaires de l'étranger, et enfin de son intention de faire transiter d'énormes quantités de pétrole et de gaz le long de la côte norvégienne.

4. Grâce aux revenus considérables générés par la vente de gaz et de pétrole (accumulés dans le Fonds de pension de l'État norvégien, anciennement connu sous le nom de Fonds pétrolier d'État²²), la Norvège est aussi devenue l'un des plus grands exportateurs de capitaux. La Russie est un pays proche susceptible d'attirer les investisseurs norvégiens. Cependant, afin d'être vraiment attractive, la Russie devra prendre des mesures pour améliorer sa réputation de pays à haut risque pour les investisseurs, et les autorités devront mener un programme de réforme. À l'inverse, comme l'a démontré la tentative de rachat entreprise par Loukos en Norvège à l'automne 2001²³, les acteurs russes pourraient désirer investir à l'étranger et prendre le contrôle de compagnies étrangères, afin de maximiser leurs gains ou d'obtenir l'accès à la technologie de pointe dont ils pourraient avoir besoin pour s'engager dans de nouveaux projets plus complexes.

5. Le seul facteur géopolitique évoqué par B. Kibsgaard concerne la situation géographique du pays, qui se trouve dans une zone d'importance stratégique tant pour la communauté transatlantique que pour certaines forces en Russie qui perçoivent leur pays comme une puissance susceptible de rivaliser avec la communauté transatlantique. Cela se révèle d'autant plus pertinent que la Russie semble désormais considérer le Grand Nord et la Flotte du Nord comme des atouts majeurs dans la mise en place de sa nouvelle stratégie navale pour 2000-2010, entérinée par

²¹ Cependant, ce jugement doit être nuancé, car, après avoir atteint un pic en 2001, la production du pétrole en Norvège a commencé à décliner.

²² Pour plus d'informations, voir <www.regjeringen.no/en/dep/fin/Selected-topics/The-Government-Pension-Fund.html?id=1441>.

²³ En 2001, la compagnie pétrolière russe Yukos a échoué à prendre le contrôle de Kværner, une société norvégienne leader en matière de technologies offshore. C'était l'une des premières tentatives russes d'investir à l'étranger dans l'objectif d'acquérir des technologies compétitives. Pour plus de détails, voir <news.bbc.co.uk/2/hi/business/1595139.stm>.

V. Poutine en mars 2002. En outre, l'intérêt croissant de la Russie pour la présence territoriale au nord (manifestée par le drapeau russe planté sous le pôle Nord) pourrait être un signe avant-coureur d'une nouvelle approche de la part de Moscou à l'égard de l'ensemble des questions territoriales (notamment l'interprétation des clauses du traité de Svalbard). Le regain d'intérêt de la Russie pour cette région peut être mis en relation avec les tentatives d'améliorer la position du pays dans la zone Arctique. En 2002, deux articles parus dans *Nezavisimaya Gazeta* laissaient entendre que la Russie cherchait à étendre ses droits économiques sur le plateau continental de l'océan Arctique avec l'aide des Nations unies²⁴. Le motif principal est d'ordre économique, puisque la Russie espère y trouver de nouvelles ressources énergétiques. La Norvège est considérée comme l'un des principaux concurrents dans la région, rendant aussi la question de délimitation des frontières sensible et urgente, même si certains signaux envoyés par Moscou laissent penser que la Russie pourrait adopter une posture plus souple à ce sujet.

Une analyse des relations russo-norvégiennes révèle une certaine asymétrie des perceptions. Alors que la Russie reste un facteur majeur dans la définition de la politique norvégienne, ainsi qu'un défi pour les décideurs du pays, la Norvège est vue par Moscou principalement dans le contexte plus large des relations russo-otaniennes²⁵. On aurait pu penser que l'apaisement des relations avec l'Alliance atlantique survenu après le 11 septembre 2001 – parfois décrit, sans doute trop prématurément, comme un « glissement tectonique²⁶ » – pourrait se traduire par un climat de coopération plus favorable dans les relations russo-norvégiennes. Cela n'a pas été le cas. Lors de sa visite de travail à Berlin en juin 2002, le secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères, Kim Traavik, a exprimé ses regrets à l'égard du comportement trop « arrogant » de la Russie lorsqu'il s'agissait de coopérer de façon constructive avec la Norvège²⁷.

La Norvège entend poursuivre une politique de consolidation des liens avec la Russie, basée sur l'espoir de construire un partenariat économique de long terme dans la région. Dans un discours prononcé à Washington en juin 2006, le ministre norvégien des Affaires étrangères, Jonas Gahr Støre, a défini les éléments essentiels de la politique étrangère norvégienne. Selon lui, développer les relations avec la Russie constitue la pierre angulaire de la politique norvégienne dans le Grand Nord et la

²⁴ P. Kanevskaya, « Rossiâ prirastaet šelfom » [La Russie agrandit son plateau continental], *Nezavisimaya Gazeta*, 6 juin 2002 ; V. Aglamishyan, « Pogonâ za uplyvaûšim šelfom » [La poursuite du plateau continental qui s'échappe], *Nezavisimaya Gazeta*, 30 mars 2002.

²⁵ Pour en savoir plus sur la façon dont la Russie influence la politique norvégienne, voir I. B. Neumann, *Norges handlingsrom og behovet for en overgripende sikkerhetspolitisk strategi* [La marge de manœuvre de la Norvège et son besoin d'une stratégie de sécurité globale], Oslo, The Norwegian Atlantic Committee, 2002, p. 4-10.

²⁶ J. Kipp, « Tectonic Shifts and Putin's Russia in the New Security Environment » [Les glissements tectoniques et la Russie de Poutine dans le nouvel environnement de sécurité], *Military Review*, mars-avril 2002.

²⁷ A. Willersrud, « Russisk pågåenhet irriterer UD » [L'arrogance russe irrite le ministère des Affaires étrangères], *Aftenposten*, 21 juin 2002.

gestion de cette relation bilatérale représente une contribution majeure de la Norvège au maintien de la paix et de la stabilité en Europe du Nord. Il a ajouté que son pays souhaitait « réaliser des progrès dans le développement d'un nouveau type de relation basé sur des opportunités communes, en améliorant la gestion des ressources vivantes et finalement en poursuivant ce que le président Poutine qualifie de partenariat énergétique stratégique entre la Norvège et la Russie²⁸ ». J. G. Støre a aussi insisté sur la place de l'énergie, en affirmant que cette dernière constituait une nouvelle dimension favorisant le retour du Grand Nord sur la scène politique. En outre, il a déclaré comprendre le rôle de la politique énergétique dans la stratégie russe et a souligné l'importance des questions de sécurité, d'approvisionnement et de dépendance énergétiques en tant qu'éléments essentiels du nouveau jeu politique en Europe où consommateurs et fournisseurs ne partagent pas la même approche. D'après lui, la coopération dans le secteur de l'énergie devrait devenir la principale composante d'un nouveau partenariat avec Moscou. Cependant, la Norvège n'a l'intention ni de coordonner sa politique énergétique avec celle de la Russie ni d'adhérer à un club de producteurs d'énergie ayant Moscou pour leader.

²⁸ Discours de J. G. Støre prononcé le 15 juin 2006 à Washington, texte disponible sur www.odin.no/ud/english/news/speeches/minister_a/032171-090614/dok-bn.html.

Partenaires ou concurrents énergétiques ?

Le développement de projets énergétiques communs en mer de Barents – particulièrement dans le champ gazier de Chtokman – devait constituer le fondement économique de la nouvelle coopération bilatérale. La Russie et la Norvège sont des « superpuissances énergétiques », étant respectivement le deuxième et le cinquième exportateur mondial de pétrole (en 2007). Toutes deux sont aussi les principaux fournisseurs de gaz en Europe, livrant respectivement 50 % et 22 % des importations totales de l'Union européenne à 27. Depuis 2006, la Norvège semblait être gagnée par la « fièvre de Chtokman » et s'attendait à ce que Statoil et Norsk Hydro deviennent des partenaires stratégiques de Gazprom en matière de développement et d'exploitation de ce champ gazier. Lorsqu'en octobre 2006, le géant russe a annoncé qu'il développerait Chtokman sans aucun appui étranger, les espoirs norvégiens se sont volatilisés.

Les compagnies norvégiennes, les décideurs politiques et la population avaient espéré que la coopération entre les secteurs énergétiques norvégien et russe ouvrirait un nouveau chapitre des relations bilatérales et permettrait aux deux pays de prospecter et d'exploiter les ressources du Grand Nord. La région devait devenir un « point de rencontre » énergétique russo-norvégien où il serait bénéfique d'« intégrer les expertises norvégienne et russe²⁹ » pour exploiter les ressources naturelles. Certains décideurs politiques et économiques norvégiens dans le secteur de l'énergie souhaitaient trouver un point de jonction entre les intérêts énergétiques des deux pays. Celui-ci pourrait déboucher sur le transit du gaz russe en provenance de la mer de Barents vers l'Europe par le réseau de pipelines norvégien dont la capacité de transport devenait excédentaire en raison du déclin attendu de la production gazière et pétrolière du plateau continental norvégien. En effet, la production pétrolière norvégienne a atteint son pic en 2002-2003 et n'a cessé de décroître depuis – entre 2004 et 2005, elle a baissé de 7,5 % et cette tendance va s'accroître. Même si la production norvégienne de gaz connaît une constante augmentation, les réserves prouvées permettront d'assurer le maintien du rythme actuel de production pour une durée de 28 ans³⁰. La coopération avec la Russie dans le Grand Nord ne devait pas

²⁹ H. Carlsen, « Challenges and Opportunities in the Far North » [Défis et opportunités dans le Grand Nord], présentation devant le Troms County Committee, 6 décembre 2005, disponible sur <www.statoil.com>.

³⁰ *BP Statistical Review of World Energy*, 2007. Pour les prévisions de la production gazière et pétrolière en Norvège, voir F. Olav, « Norway, the Petro-Nation - Today and in 10 Years »

uniquement offrir l'opportunité aux compagnies norvégiennes de participer à l'ambitieux projet de Chtokman, mais il s'agissait également de trouver une parade au déclin rapide de la production pétrolière sur le plateau continental norvégien. Pour survivre et se maintenir comme fournisseurs compétitifs et détenteurs de solutions technologiques de pointe, la seule stratégie efficace était la globalisation et l'internationalisation. Ces préoccupations ont largement contribué à la décision de fusionner les deux compagnies étatiques pétro-gazières Statoil et Norsk Hydro : un acteur unifié devrait davantage être en mesure de défendre les intérêts norvégiens sur la scène mondiale.

Cependant, les autorités norvégiennes n'ont pas suffisamment tenu compte du fait que la Russie de Poutine, forte de sa rente énergétique et du renouveau économique dû aux prix élevés des hydrocarbures, a adopté une stratégie laissant peu de place aux compagnies étrangères ambitieuses. Bien au contraire, de nombreuses compagnies occidentales ont récemment été forcées à céder leurs actifs les plus rentables. Les autorités russes n'ont pas tardé à exiger que le pays ne soit plus traité comme un État du Tiers-Monde, à vouloir renégocier les accords de partage de production (APP ou *production-sharing agreements*, PSA) et à maintenir le contrôle total sur ses ressources énergétiques. En outre, Moscou était plus intéressée à traiter directement avec ses principaux clients européens afin d'éviter les coûts et les risques politiques et économiques liés au transit.

La Norvège a clairement exprimé son intention de coopérer plus étroitement avec la Russie dans le domaine énergétique, mais cette dernière a davantage interprété cette intention comme un signe de faiblesse et de désespoir que comme une offre sincère de coopération favorable aux deux parties. Jusqu'à récemment, Moscou semblait davantage voir en Oslo un rival potentiel et un concurrent énergétique qu'un partenaire susceptible d'apporter une contribution positive. La Norvège possède effectivement des technologies de pointe qui auraient pu se révéler utiles au développement de Chtokman, mais la Russie semblait chercher à accéder à la technologie sans renoncer à la complète maîtrise du gisement. Le choix de la compagnie française Total comme partenaire dans Chtokman pourrait s'expliquer par le fait que cette compagnie n'est pas un concurrent direct de Moscou sur le marché de l'énergie, tant européen que mondial, mais peut en revanche apporter à la Russie les technologies nécessaires. Les compagnies norvégiennes étant perçues comme des concurrents potentiels, la Russie se serait montrée réticente à contribuer à leur prospérité.

[Norvège, la pétro-nation. Aujourd'hui et dans 10 ans], mars 2001, Statoil, disponible sur <[www.statoil.com/STATOILCOM/SVG00990.nsf/Attachments/Paradoxofplenty.pdf/\\$FILE/Paradoxofplenty.pdf](http://www.statoil.com/STATOILCOM/SVG00990.nsf/Attachments/Paradoxofplenty.pdf/$FILE/Paradoxofplenty.pdf)>.

Avant Chtokman, Statoil et Norsk Hydro avaient déjà manifesté leur volonté de se développer sur les marchés d'Europe centrale et étaient même parvenues à prendre à la Russie des parts de marché en République tchèque³¹ et à progresser en Pologne. L'accord polono-norvégien de 2001 sur les livraisons de gaz norvégien à la Pologne a été perçu à Moscou comme une provocation et un empiètement sur les intérêts gaziers russes en Europe centrale³². En outre, Statoil a décidé de s'allier à d'autres compagnies occidentales dans la réalisation de plusieurs projets énergétiques importants dans le Sud-Caucase, une démarche également interprétée par la Russie comme un défi lancé à ses intérêts dans la région.

En septembre 2001, les Premiers ministres polonais et norvégien ont signé un accord hautement symbolique sur les livraisons de gaz naturel norvégien à la Pologne. Selon les termes de cet accord, la Norvège devrait fournir à la Pologne 74 milliards de m³ de gaz naturel entre 2008 et 2024. Le montant de ce contrat passé entre les deux compagnies étatiques – Statoil et Polish Oil and Gas Company (POGC-PGNiG) – était de près de 12 milliards de dollars. Ce contrat renforçait la position de Statoil non seulement sur le marché polonais, mais aussi d'une manière plus large sur le marché d'Europe centrale, ce qui représentait de fait un défi à la position dominante de Gazprom dans la région. Les déclarations du Premier ministre hongrois et de son homologue slovaque – dont les pays dépendent des livraisons de gaz russes – sur leur intention de participer à l'accord norvégo-polonais, afin de résoudre leurs propres dilemmes en matière de sécurité énergétique, allaient dans le même sens³³.

L'accord passé entre la Norvège et la Pologne pourrait toutefois poser un certain nombre de problèmes dans le cadre du projet russo-finno-allemand de construction du gazoduc nord-européen (North European Gas Pipeline [NEGP], baptisé plus tard Nord Stream) puisque « deux pipelines sous-marins ne peuvent se croiser³⁴ ». En septembre 2001, la situation autour des gazoducs dans la Baltique semblait être dans l'impasse, car de nombreux candidats apportaient des solutions concurrentes au problème de sécurité énergétique en Europe occidentale, ainsi qu'en Europe centrale et orientale. L'accord gazier norvégo-polonais a été présenté en Pologne comme un tournant important dans l'histoire récente du pays puisqu'il allait contribuer à diminuer la dépendance vis-à-vis de Gazprom. Dans la mesure où la dépendance énergétique à l'égard de la Russie revêtait une forte charge sécuritaire à Varsovie, la signature de l'accord représentait

³¹ En 2006, les importations de gaz norvégien atteignaient presque 25 % des importations gazières en République tchèque qui, seulement quelques années auparavant, dépendait complètement des livraisons du monopoliste russe Gazprom.

³² Pour plus d'informations, voir www.expert.ru/printissues/northwest/2007/12/eksport_gaza/.

³³ www.rferl.org/newline/2001/09/100901.asp.

³⁴ www.rferl.org/features/2001/07/03072001111713.asp. Pour plus d'informations sur les diverses interprétations du projet NEGP-Nord Stream, voir J. M. Godzimirski, « How to Read Readings of the NEGP? » [Comment lire les interprétations du NEGP ?], *Baltic Mosaic*, n° 5, 2006, p. 34-47, www.brcinfo.ru/bms/bmpub.php?id=27.

une solution inédite pour la politique énergétique et de sécurité du pays³⁵. Néanmoins, les forces politiques arrivées au pouvoir seulement trois semaines après la signature ont décidé de « dé-sécuriser » la question de la dépendance énergétique à l'égard de la Russie et de se retirer de cet accord norvégo-polonais. Cela a rouvert la voie aux projets de Gazprom. En septembre 2005, l'accord sur la construction du NEGP a été signé et, en décembre 2005, les travaux de construction du pipeline débutaient dans la région russe de Vologda³⁶. Une fois cet ambitieux projet en voie de réalisation, les préoccupations d'ordre politique, géopolitique et sécuritaire ont refait surface et un nouveau débat sur son impact économique, politique, géopolitique et sécuritaire s'est ouvert³⁷. La réalisation de ce projet stratégique rendra la Russie moins dépendante des pays du transit et renforcera sa position de principal fournisseur de gaz sur le marché allemand, mais ouvrira également la voie aux livraisons de grandes quantités de gaz russe aux marchés « émergents » attractifs, notamment celui du Royaume-Uni. Gazprom a exprimé son intérêt pour Centrica, le plus important acteur sur le marché britannique *downstream*³⁸. En novembre 2007, la compagnie néerlandaise Gasunie a été invitée à se joindre au projet Nord Stream dont elle a obtenu 9 % des parts. En échange, Gazprom a obtenu l'accès au Balgzand Bacton Line (BBL) par lequel il peut livrer du gaz au Royaume-Uni³⁹.

Dans le contexte de crises énergiques entre la Russie et l'Ukraine en 2006 et entre la Russie et le Belarus en 2007, Nord Stream s'est retrouvé au centre du débat européen sur l'avenir de la sécurité énergétique et la nécessité d'élaborer une politique énergétique commune. Le gouvernement polonais formé en 2005 avait remis à l'ordre du jour la question de la trop forte dépendance de la Pologne – et plus généralement de l'Europe – vis-à-vis du gaz russe. Alors que la Russie a été, une fois de plus, identifiée comme une des sources du problème, Oslo apparaissait comme un contrepoids⁴⁰.

La Russie comprend parfaitement cette approche consistant à voir la Norvège comme le plus sûr moyen de limiter la dépendance européenne à l'égard de la Russie, mais elle s'en agace. Lorsqu'en janvier 2007, la déclaration de Gassco (compagnie de transport gazier norvégienne) sur la

³⁵ L'accès à des sources d'énergie sûres et diversifiées constitue l'un des objectifs de la politique polonaise de sécurité. La doctrine de sécurité polonaise du 4 juin 2000 met l'accent sur ce sujet dans le chapitre consacré aux questions de sécurité économique : « Assurer la sécurité énergétique du pays requiert diversification et protection des sources et réseaux d'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel. Il est nécessaire d'assurer à notre pays un approvisionnement sécurisé de long terme en matière de ressources énergétiques et d'essayer de trouver des fournisseurs tant dans les pays alliés que dans les autres pays. »

³⁶ <negp.info/news/news18.html>.

³⁷ Pour en savoir plus sur ce projet, voir le numéro spécial de *Baltic Mosaic* publié par le Baltic Research Centre, disponible sur <www.brcinfo.com/bms/bm.php?id=7>.

³⁸ <news.bbc.co.uk/2/hi/business/6740709.stm>.

³⁹ Pour plus de détails, voir <www.kommersant.com/p710792/r_1/Gazprom_Get_UK/>.

⁴⁰ J. Dempsey, « Poland Looking to Diversify its Energy Sources » [La Pologne cherche à diversifier ses sources d'énergie], *International Herald Tribune*, 26 octobre 2006, disponible sur <www.iht.com/articles/2006/10/26/business/polgas.php>.

signature d'un accord portant sur la construction du pipeline Skanled, reliant la côte occidentale de la Norvège à la Suède, au Danemark et, éventuellement, à la Pologne, a été perçue comme un défi lancé aux projets de construction du Nord Stream par Gazprom⁴¹. Les évolutions dans la Baltique auraient ainsi eu des incidences indirectes sur l'avenir de la coopération russo-norvégienne dans le Grand Nord. L'augmentation de la production et des ventes norvégiennes de gaz (+8,5 % entre 2005 et 2006) a renforcé les positions de ce pays face à Gazprom sur les marchés gaziers occidentaux et centre-européens, situation qui a dégradé un peu plus la coopération bilatérale dans le Grand Nord.

Sans le gaz norvégien, Gazprom se serait trouvé en mesure de dicter les règles du jeu gazier en Europe, en coopération étroite avec d'autres fournisseurs clés, comme la Libye ou l'Algérie. En termes purement commerciaux, la Norvège pourrait donc être vue comme un élément susceptible de contrecarrer la position quasi monopolistique de Gazprom en Europe⁴². Son refus de proposition russe de coordination des politiques énergétiques et des stratégies commerciales a été interprété comme une manifestation claire du désir norvégien de ne pas donner une dimension politique à l'énergie. La Russie ne peut pas non plus compter sur la Norvège comme futur membre d'une OPEP du gaz – un projet que Moscou poursuit avec plus ou moins de constance avec d'autres grands producteurs gaziers sans être parvenue, pour l'instant, à aucun accord⁴³.

⁴¹ Voir, sur l'interprétation russe, <www.vremya.ru/2007/110/8/181453.html>.

⁴² Pour plus de détails sur les positions respectives russe et norvégienne sur les marchés européens de gaz, voir l'annexe III.

⁴³ Voir D. Finon, « La Russie et l'"OPEP du gaz" : vraie ou fausse menace ? », *Russie.Nei. Visions*, n° 24, Paris, Ifri, novembre 2007.

Les signaux mitigés envoyés par la Russie aux partenaires occidentaux

Le défi lancé par la Norvège au monopole de Gazprom en Europe centrale et le renforcement de sa position sur le marché gazier européen le plus prometteur, c'est-à-dire le Royaume-Uni, ajoutent aux facteurs qui contrarient l'attitude du géant russe à l'égard de la Norvège. La décision de Gazprom d'écarter Statoil et Hydro du projet Chtokman en 2006 pouvait, par conséquent, être interprétée comme une sorte de punition. En même temps, la Norvège ne sera pas capable de compenser totalement la diminution de la production gazière au Royaume-Uni et, que cela plaise ou non aux Européens, la Russie maintiendra sa position dominante sur le marché européen du gaz. Les réserves gazières de la Norvège – qui représentent seulement 1,3 % des réserves mondiales prouvées – seront épuisées d'ici 28 ans si le niveau actuel de production était maintenu. Quant à la Russie, elle détient 26,6 % des réserves mondiales et sa production peut se maintenir au même rythme pendant 80 ans. Ainsi, dans une perspective de long terme, la concurrence entre la Norvège et la Russie ressemble à une bataille entre David et Goliath où, cette fois-ci, la taille est un facteur décisif.

Cependant, les dirigeants de la Russie et de Gazprom semblent avoir pris conscience du rôle que les compagnies norvégiennes pourraient jouer dans le développement du gisement de Chtokman pour les aider à maintenir leur position dominante et à tenir leurs engagements en matière de livraison de gaz. Le 25 octobre 2007 : nouveau rebondissement. Le président russe Vladimir Poutine a téléphoné au Premier ministre norvégien Jens Stoltenberg pour l'informer que StatoilHydro allait être invité à rejoindre Gazprom dans l'exploitation de Chtokman en mer de Barents. Quelques heures plus tard, cet accord a été annoncé à Moscou par les dirigeants des deux compagnies, mais les conditions de participation de StatoilHydro ne sont pas encore clairement définies. Il semble que le groupe norvégien ait obtenu moins que ce que l'on pouvait attendre début 2006, mais il est revenu dans le jeu après son éviction d'octobre 2006. L'appel téléphonique du président russe en personne souligne la volonté du Kremlin de donner une dimension politique au projet. Reste à savoir si sa politisation aura des effets positifs ou négatifs sur sa future réalisation.

La décision définitive sur Chtokman sera prise en 2009. C'est probablement à ce moment-là que les rôles respectifs des compagnies occidentales, pendant la phase la plus rentable, seront précisément définis. Dans le même temps, la Russie continue à souffler le chaud et le froid sur ses partenaires occidentaux. Le jour même de l'annonce faite par le

président Poutine, il ordonnait le survol des côtes norvégiennes par des bombardiers stratégiques dans une manœuvre digne de la guerre froide et largement interprétée comme une démonstration de force destinée à intimider les ministres de la Défense de l'OTAN, réunis dans la ville néerlandaise de Noordwijk afin de débattre avec leur homologue russe de la coopération Russie-OTAN. Bien que l'annonce de l'invitation faite à StatoilHydro ait éclipsé le survol des bombardiers russes, ce mélange de nouvelles et d'anciennes approches en matière de coopération avec l'Occident illustre l'ambivalence des intentions russes dans le Grand Nord.

Annexe I. Quelques comparaisons entre la Russie et la Norvège

Catégorie	Russie	Norvège	Ratio Russie/Norvège
Superficie (en milliers de km ²)	17 075	323	52,86
Population (en millions)	143	4,4	32,50
PIB en 2006 (en millions de dollars)	1 670	328	5,09
PIB par habitant en 2006 (en dollars)	11 790	71 232	0,17
Croissance du PIB en 2006 (en %)	6	2,2	2,73
Budget de la défense en 2006 (en millions de dollars)	24,9	4,83	5,16
Forces armées	1 027 000	23 400	43,89
Chars	22 831	165	138,37
Avions de combat	1 650	61	27,05

Annexe II. Russie et Norvège : portraits énergétiques¹

Catégorie	Russie	Norvège
Production d'hydrocarbures (pétrole + gaz) par habitant en 2004 (en tonnes équivalent pétrole [TEP]) ²	6,84	48,49
Exportation d'hydrocarbures par habitant (en TEP) ³	3,01	45,84
Part des exportations dans la production nationale d'hydrocarbures (en %) ⁴	47	94
Revenus pétroliers en 2005 (en milliards de dollars) ⁵	106,5	53,5
Pétrole		
Réserves prouvées de pétrole en 2005 (en milliards de tonnes)	10,2	1,3
Production de pétrole en 2005 (en millions de tonnes)	470	138,2
Part de la production pétrolière en 2005 (en %)	12,1	3,5
Augmentation de la production pétrolière entre 2004 et 2005 (en %)	2,7	-7,5
Ratio réserves/production de pétrole	21,4	8,9
Part des réserves mondiales de pétrole (en %)	6,2	0,8
Exportations de pétrole en 2005 (en millions de barils par jour)	6,8	2,7
Rang au classement des exportateurs de pétrole en 2006	2	5
Part des importations pétrolières de l'UE (en %)	26	20
Gaz		
Réserves prouvées de gaz (en trillions de m ³)	47,82	2,41
Part des réserves mondiales de gaz (en %)	26,6	1,3
Ratio réserves/production de gaz	80,0	28,3
Production de gaz en 2005 (en milliards de m ³)	598	85
Part de la production gazière (en %)	21,6	3,1
Augmentation de la production de gaz entre 2004 et 2005 (en %)	1,5	8,6
Exportations de gaz (en milliards de m ³)	191	68
Rang au classement des exportateurs de gaz en 2006 ⁶	1	3
Part des exportations mondiales de gaz ⁷	22	11
Part des importations de gaz de l'UE-25 ⁸	41-50	22-25
Part dans la consommation totale de gaz de l'UE-25	24	11

1. *BP Statistical Review of World Energy*, 2007 (sauf indication contraire).

2. Présentation de Vladimir Milov, président de l'Institut de politique énergétique, au Centre Carnegie de Moscou, « Can Russie Become an Oil Paradise? » [La Russie peut-elle devenir un paradis pétrolier ?], 28 septembre 2006.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. <www.expert.ru/tables/expert/2005/41/document38649/>.

6. J. Percebois, « Les perspectives d'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel », présentation au colloque « La sécurité d'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel », Université Paris-Dauphine (CGEMP), 22 mai 2007.

7. *Ibid.*

8. Cité dans *Washington Quarterly*, printemps 2007, basé sur les données 2004 de la Commission européenne et J. H. Keppler, *International Relations and Security of Energy Supply: Risks to Continuity and Geopolitical Risks* [Relations internationales et sécurité de l'approvisionnement énergétique], Bruxelles, Direction générale des politiques externes de l'Union, 2007, disponible sur

<www.europarl.europa.eu/activities/expert/eStudies/download.do?file=16136#search=%20>

Annexe III. Exportations gazières de la Russie et de la Norvège

Exportations de gaz de la Russie et de la Norvège vers les pays européens en 2006		
Pays	Russie	Norvège
Allemagne	36,54	26,80
Autriche	6,85	0,78
Belgique	0,63	8,50
Bulgarie	2,85	-
Croatie	0,75	-
Espagne	-	2,12
Finlande	4,52	-
France	9,50	14,50
Grèce	2,40	-
Hongrie	8,32	-
Irlande	-	-
Italie	22,92	7,20
Lettonie	1,70	-
Lituanie	2,90	-
Luxembourg	-	-
Pays-Bas	2,97	7,00
Pologne	7,00	0,49
Portugal	-	-
Roumanie	3,95	-
Royaume-Uni	-	14,10
Serbie	2,15	-
Slovaquie	6,30	-
Slovénie	0,56	-
Suède	-	-
Suisse	0,37	0,08
République tchèque	7,13	2,35
Turquie	19,65	-
Autres	1,50	0,08

Source : <www.bp.com/statisticalreview>.